

# MINUSMA **HEBDO**

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 137 • juillet 2019



## **VISITE AU MALI DE LA REPRÉSENTANTE SPÉCIALE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU POUR LES ENFANTS ET LES CONFLITS**

**KIDAL** : LA MINUSMA OFFRE UN CHÂTEAU D'EAU POUR  
PRÉVENIR LES CONFLITS ENTRE COMMUNAUTÉS

À **TOMBOUCTOU**, LA MINUSMA SOUTIEN LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE DES JEUNES, AFIN DE RÉDUIRE LA  
**VIOLENCE COMMUNAUTAIRE**

**MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •  
DROITS DE L'HOMME • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • RÉFORMES DU SECTEUR  
DE SÉCURITÉ • ACCORD DE PAIX • ENSEMBLE RÉUSSIR LA PAIX**

MINUSMAHEBDO

137

## SOMMAIRE

## DANS CE NUMÉRO

**3** VISITE AU MALI DE LA REPRÉSENTANTE SPÉCIALE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU POUR LES ENFANTS ET LES CONFLITS : ENTRE ÉTAT DES LIEUX ET MESURES CONCRÈTES

**6** LA POLICE DE LA MINUSMA APPUIE LE REDEPLOIEMENT DES FSM AU NORD À TRAVERS LA RÉHABILITATION D'INFRASTRUCTURES DE SÉCURITÉ DANS LA RÉGION DE TOMBOUCTOU

**8** KIDAL : LA MINUSMA OFFRE UN CHÂTEAU D'EAU POUR PRÉVENIR LES CONFLITS ENTRE COMMUNAUTÉS

**10** À TOMBOUCTOU, LA MINUSMA SOUTIEN LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES, AFIN DE RÉDUIRE LA VIOLENCE COMMUNAUTAIRE

**12** LA MINUSMA RENFORCE LES CAPACITÉS EN TERMES DE COHÉSION SOCIALE DES LEADERS D'OPINION DE GAO

**13** PRÉVENTION ET GESTION DES CONFLITS : LES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET ÉLUS LOCAUX DE TAODÉNI OUTILLÉS EN MATIÈRE DE RÉOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS

**14** PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DES ENFANTS : LES ACTEURS CHARGÉS DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE OUTILLÉS

**16** BRÈVES

**17** COMMUNIQUÉS



6



8



10



12



13



Adoptez l'éco-attitude

N'imprimez ce document  
que si cela est nécessaire !

# VISITE AU MALI DE LA REPRÉSENTANTE SPÉCIALE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU POUR LES ENFANTS ET LES CONFLITS : ENTRE ÉTAT DES LIEUX ET MESURES CONCRÈTES



*Du 9 au 13 juillet dernier, La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies (RSSG) pour les enfants et les conflits armés, Virginia Gamba, était au Mali pour une visite officielle de quatre jours. Cette première mission au Mali lui a permis d'évaluer l'impact du conflit sur les enfants, et de renforcer l'engagement et le plaidoyer en faveur de leur meilleure protection auprès de toutes les parties concernées. Ceci, en rencontrant tous les acteurs mais aussi en procédant au lancement national de sa nouvelle initiative intitulée « Agir pour protéger les enfants affectés par les conflits ».*

À son arrivée, Mme Gamba a été accueillie par le Ministre des Maliens de l'extérieur et de l'Intégration africaine, Amadou Koita, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, en charge du pilier politique de la MINUSMA et Cheffe de la Mission par intérim, Joanne Adamson, ainsi que la représentante résidente de l'UNICEF au Mali, Lucia Elmi.

Après avoir rencontré des membres du Gouvernement, de la communauté diplomatique,



y compris des organisations régionales, ainsi que des partenaires des Nations Unies et de la société civile, Mme Gamba s'est rendue à Mopti dans le Centre du Mali, théâtre depuis plusieurs mois, d'une recrudescence de graves violences, sur fond de conflits intercommunautaires.

### **ENGAGEMENT DE L'ONU**

Virginia Gamba, accompagnée de Joanne Adamson, ainsi que la Représentante résidente (RR) de l'UNICEF au Mali, Lucia Elmi, s'est ensuite rendue à Mopti pour une série d'échanges avec les différents acteurs locaux. Après une présentation de la situation par Brou Djekou, le Chef de bureau de la MINUSMA par intérim, des entretiens se sont poursuivis avec le Chef de Cabinet du Gouverneur de la Région.

La RSSG pour les enfants et les conflits armés a également rencontré des enfants, garçons et filles, anciennement associés à des groupes armés et réintégré dans leurs communautés.

Avant de quitter Mopti, la délégation a échangé avec les acteurs humanitaires et les leaders des communautés peuhl et dogon. À tous ses interlocuteurs, Mme Gamba a rappelé la nécessité de protéger les enfants, notamment en période de conflit mais également, l'importance, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix, de la prise en compte de la réintégration (éducation, formation, santé, service psychosociaux...) des ex-enfants soldats.

### **UNE CAMPAGNE POUR ACCENTUER LES EFFORTS**

De retour à Bamako, Mme Gamba a poursuivi sa mission avec plusieurs entretiens avec les autorités maliennes et différents acteurs du processus de paix.

Elle a également procédé au lancement de la Campagne « Agir pour protéger les enfants affectés par les conflits ». Catalyser l'attention et les efforts nécessaires au niveau mondial, pour mettre fin aux six violations graves des droits de l'enfant, tel



est l'objectif de cette campagne. Prévue pour se poursuivre jusqu'à la fin 2022, elle vise également à prévenir de futures violations, en renforçant la collaboration, le partenariat et les synergies entre acteurs locaux, régionaux et internationaux.

Lors du lancement de la campagne malienne à Bamako, la RSSG pour les enfants et les conflits a déclaré que : « le Mali doit mettre en œuvre des solutions durables qui permettront aux filles et garçon qui ont souffert et souffrent toujours des affres du conflit, de retrouver et de profiter pleinement de leur enfance, mais surtout d'avoir accès à de véritable options pour réintégrer la société et se reconstruire avec l'espoir d'un avenir meilleur ». Au Mali, « Agir pour protéger » permettra de renforcer le plaidoyer en faisant notamment la promotion du travail exemplaire réalisé sur le terrain par les partenaires, soulignera les défis auxquels sont confrontés les garçons et les filles tout en identifiant les réponses adéquates. Cette opportunité devrait avoir entre autres pour effets positifs, d'amplifier l'engagements

des autorités maliennes vis-à-vis des enfants, notamment à travers la mise en œuvre effective d'instruments internationaux comme la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, adoptée par le Mali en février 2018, ainsi que l'adoption rapide d'un code de protection de l'enfant révisé.

Autre avantage d'« Agir pour protéger », la poursuite du dialogue avec les groupes et mouvements armés, afin qu'ils libèrent toutes les filles et tous les garçons qui ont été recrutés ou utilisés durant le conflit, ainsi que de prévenir et mettre fin aux autres violations graves commises sur les enfants.

In fine, c'est un accès élargi et durable aux programmes de réintégration pour que tous les enfants démobilisés des groupes armés puissent bénéficier d'un soutien approprié et que tous les enfants maliens aient accès à une éducation de qualité.

# LA POLICE DE LA MINUSMA APPUIE LE REDÉPLOIEMENT DES FSM AU NORD À TRAVERS LA RÉHABILITATION D'INFRASTRUCTURES DE SÉCURITÉ DANS LA RÉGION DE TOMBOUCTOU



*Les 24 et 25 juin derniers, dans la Région de Tombouctou, le Commissaire général de Police Issoufou Yacouba, Chef de la Police des Nations Unies (UNPOL/MINUSMA), s'est rendu à Niafouké, afin d'inaugurer des infrastructures et des équipements offerts par la Mission au Force de défense et de sécurité malienne (FDSM). Outre ces dotations, des réunions d'information sur le Mandat d'UNPOL et sur le concept de la Police de proximité, ont également eu lieu avec les responsables locaux de l'Etat, notamment à Goundam.*

Tombouctou, Tonka, Goundam et Niafouké sont les différentes étapes de cette tournée du Chef d'UNPOL, le Commissaire général de Police, Issoufou Yacouba, dans la Région de Tombouctou. Accompagné du Directeur Général de la Protection civile malienne et du Chef du Pilier Développement de la composante police,

le Commissaire Yacouba a commencé par la cérémonie d'inauguration du Centre de secours nautique de Niafouké, sous la présidence du Préfet de ladite localité.

## **PERMETTRE AUX POPULATIONS RIVERAINES UNE NAVIGATION FLUVIALE PLUS SÉCURISÉE...**

Ici, la Police des Nations Unies a mis à disposition de la Protection civile, un bâtiment servant de bureaux et un lot de deux canots de sauvetage gonflables, équipés de moteurs hors-bord, d'importants lots de matériels et d'équipements nautiques et des matériels indispensables à la navigation, au secours et à l'assistance aux victimes.

Selon le Préfet de Niafouké, ce projet, d'un coût global de plus de 73 millions de francs CFA francs

CFA (exactement 73.009.411 FCFA), entièrement financé par la MINUSMA, répond aux besoins des populations d'une part, et d'autre part, permettra le déploiement du personnel de la Protection civile, pour améliorer sa couverture opérationnelle dans la région de Tombouctou.

Pour le Maire de la Commune de Niafouké : « La recrudescence des naufrages et les attaques criminelles sont devenues une entrave aux activités de la population. Je remercie la MINUSMA qui, face à cette situation perturbatrice, a, par le biais de sa Composante police, élaboré et financé un projet pour venir au secours des populations en difficulté. »

Dans son allocution, le Chef d'UNPOL/MINUSMA, a indiqué que le bâtiment et la liste de matériels en dotation s'élèvent à un montant de plus de 42 millions de francs CFA (exactement 42.876.640 FCFA). L'objectif de la Création de ce Centre de Secours nautique est de permettre aux populations de vaquer librement à leurs occupations en navigant sur le fleuve, en renforçant les capacités d'intervention de la Protection civile. À l'issue de cette cérémonie, la délégation s'est rendue à la Brigade de Gendarmerie de la ville. Cette rencontre a permis au Commissaire de Police de la MINUSMA, d'expliquer les axes stratégiques des activités de sa composante aux Officiers de Gendarmerie présents. Un accent particulier a été mis sur le soutien à la lutte contre l'impunité à travers les UNPOL (de l'unité de soutien à la lutte contre la criminalité transnationale organisée et le Laboratoire de la Police Technique et Scientifique).

### **COMPRENDRE ET SE FAIRE COMPRENDRE POUR MIEUX SERVIR...**

De retour à Goundam l'adjoint au Préfet du Cercle de Goundam a également reçu la délégation. Une présentation du Mandat de la MINUSMA, les activités et objectifs d'UNPOL y ont été exposé par le Commissaire général Yacouba. Durant la réunion, de nombreux sujets ont également été développés : La restauration de l'autorité de l'Etat, le concept de police de proximité et les mécanismes traditionnels de résolution des conflits ; le redéploiement des FDSM reformées et reconstituées qui implique l'inclusivité dans le recrutement et le renforcement des capacités à travers la formation et les infrastructures



adéquates ou encore le soutien à la lutte contre l'extrémisme violent étaient à l'ordre du jour. D'autres aspects très importants ont aussi été traités, tels que la coordination des activités de sécurisation de la ville de Goundam avec les FDSM ; l'appui conseil et logistique de la MINUSMA, pour renforcer leurs capacités opérationnelles surtout en terme de patrouilles ; le système de recrutement par quota dans les institutions de la Police, de la Gendarmerie, de la Garde nationale et de la Protection civile ; l'expertise en analyse des données de la téléphonie pour retracer les liens entre les criminels et localiser les auteurs des actes de violences ; l'installation d'une antenne de techniciens de scène de crime à Goundam afin de réagir promptement lors des incidents nécessitant l'ouverture d'une enquête judiciaire, en renfort aux partenaires maliens des FDSM ou encore, le projet de création d'un commissariat de police à Goundam. Autant de sujet avec pour dénominateur commun : la redynamisation du secteur de la sécurité par la création d'un climat de confiance entre populations et FDSM.

Pour l'Adjoint au Préfet de Goundam, l'enjeu est de taille et nécessite une attention particulière. Il a tout d'abord salué les efforts de la MINUSMA pour le retour de la paix au Mali. Aussi, a-t-il témoigné des efforts d'UNPOL pour la sécurisation des populations civiles. Il a aussi fait ressortir l'impact et la confiance que redonnent les patrouilles de la MINUSMA à ses populations. À ce sujet, Monsieur le Préfet Adjoint a formulé une demande relative à la multiplication des patrouilles de sécurité, conjointement avec les FDSM.

# KIDAL : LA MINUSMA OFFRE UN CHÂTEAU D'EAU POUR PRÉVENIR LES CONFLITS ENTRE COMMUNAUTÉS



*Le 1er juillet 2019, la MINUSMA a procédé à la remise officielle d'un projet de château d'eau équipé d'une pompe solaire aux populations de Tassik dans la région de Kidal. Ce projet porté par les communautés et une ONG locale a été soutenu par la Division des Affaires Politique (DAP) et par la section Stabilisation et Relèvement (SR) de la Mission onusienne.*

Dans cette région où l'eau est une ressource précieuse et difficile d'accès, le manque d'infrastructure hydraulique moderne se fait particulièrement sentir en dehors des agglomérations, dans les zones où évoluent des populations nomades qui vivent de l'élevage. Ce type de projet contribue ainsi directement à l'amélioration des conditions de vie des populations des zones reculées du nord du Mali, et cela en harmonie avec leur mode de vie traditionnelle.

Tassik, à environ 50 km au sud-est de la ville de Kidal, est situé dans une zone aride et

rocailleuse, avec de faibles précipitations annuelles concentrées, exclusivement sur quelques mois, et où l'accès et la gestion des points d'eau a toujours été une source de conflits entre les différentes communautés en présence. Au gré des aléas météorologiques, la localité attire un nombre important d'éleveurs nomades venant de la commune urbaine de Kidal. Elle accueille également ceux de localités avoisinantes, telles que Koniba, Edjerere, Eferere, Kanaye et Takalout, et de contrées plus lointaines, situées dans les régions de Gao et de Ménaka, d'où un risque latent de conflit quand ces différentes communautés convergent sur le même point. Pour aider à réduire ces risques, la MINUSMA a financé la réalisation d'un château d'eau équipé d'une pompe solaire dans la localité. L'ouvrage permettra de faciliter l'accès à l'eau, à la fois pour l'usage domestique et pour l'élevage.

Ainsi, au risque de conflit entre communautés lié à l'eau s'ajoute d'autres potentielles lignes de fractures, politiques entre celles-ci. Améliorer et



augmenter l'accès à l'eau permet ainsi de réduire les risques de tensions et d'instrumentalisation politiques.

« La mise en œuvre de ce projet d'un coût total de plus de 12 millions de francs CFA, et d'une durée de trois mois, a entraîné la création de 24 emplois temporaires qui bénéficient au circuit économique local, car les fournisseurs et prestataires de services, sont tous originaires de Tassik », a rappelé Alhousseiny

Traoré, le responsable de l'Association Femme Action du Mali (ASFAM), l'ONG locale chargée de l'exécution du projet.

« Ce projet va améliorer les conditions de vies des populations locales et réduire les risques de conflits autour de la gestion de l'eau », a pour sa part, estimé Christophe Sivillon, chef du Bureau de la MINUSMA à Kidal. « La MINUSMA prend soin de répartir son action dans la région afin d'avoir un impact

équilibré, qui ne favorise pas une communauté ou affiliation politique davantage qu'une autre. » a-t-il rappelé.

Pour rappel, en août 2018, la Mission onusienne, par le biais de sa composante Police (UNPOL), a financé un autre projet à impact rapide (QIP) à Tassik, au bénéfice des femmes de l'association Tadalat, visant à promouvoir le cuir artisanal et les produits dérivés.

# À TOMBOUCTOU, LA MINUSMA SOUTIENT LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES, AFIN DE RÉDUIRE LA VIOLENCE COMMUNAUTAIRE



*Le 26 juin dernier, le bureau régional de la MINUSMA à Tombouctou, à travers la Section de la Réforme du Secteur de la Sécurité, du Désarmement de la Démobilisation, la Réinsertion et de la Réintégration (RSS-DDR), a procédé à une visite de suivi de plusieurs projets de Réduction de la violence Communautaire (CVR) au profit des jeunes des différents quartiers de Tombouctou. Ce projet vise à offrir aux jeunes une alternative à l'enrôlement dans les groupes armés en leur permettant de suivre une formation devant déboucher sur un emploi.*

D'une valeur de plus de 53 millions de francs CFA (exactement 53 203 750 FCFA), dont plus de 49 (exactement 49 483 750 FCFA) proviennent des fonds de la MINUSMA, ce projet vise à réduire la violence communautaire, en combattant l'oisiveté des jeunes à forts risques d'enrôlement. Le principe est de leur offrir l'apprentissage de

métiers porteurs afin d'éviter qu'ils ne rejoignent des groupes armés. Ce projet est destiné aux jeunes dits à risque, qui vivent autour du camp du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC). 113 emplois directs et en moyenne 240 emplois indirects sont prévus. Ceci, grâce à la possibilité pour 80 d'entre eux d'en former chacun trois autres à leur tour. En effet, la création d'opportunités d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les jeunes et les femmes, pourraient prévenir leur enrôlement dans les groupes armés, et inviter ceux déjà enrôlés, à les abandonner.

Sous l'ardent soleil de Tombouctou, une équipe de la MINUSMA, se rend dans différents endroits de la ville de Tombouctou, pour constater l'état d'avancement des formations. Du quartier de Saray Kayna, dans les locaux du Centre de Formation en menuiserie bois, Babay Maiga, au Centre



de formation en transformation de produits alimentaires locaux, ce sont près de 32 jeunes que l'équipe est allée visiter ce jour-là.

Parmi ces jeunes, certains vivent en situation de handicap, et beaucoup d'entre eux sont des élèves ou des étudiants qui, parallèlement à leurs études, suivent cette formation en quête d'une certaine indépendance financière. C'est le cas de Mahamane Mohamed, élève apprenti, qui bénéficie d'une formation dans un domaine spécifique de la menuiserie. « Je veux apprendre un métier pour pouvoir gagner de l'argent au cas où les études ne m'offriraient pas la chance d'avoir un travail intellectuel. Je saisi donc cette occasion offerte par la MINUSMA », déclare-t-il tout en remerciant la MINUSMA.

Ces formations s'effectuent dans plusieurs domaines. Menuiserie bois et menuiserie métallique, mécanique moto-auto, ou encore, coupe et couture, transformation de produits alimentaires locaux, ou maroquinerie... De nombreux domaines économiques sont concernés.

Au Centre de formation métallique de Dramane Boaré, au quartier d'Abaradjou, sur les 18 apprentis, 10 jeunes hommes et femmes sont financés par la MINUSMA. L'une d'entre elle, Bibata Cissé, âgée de 28 ans, attire l'attention : elle fait un travail considéré comme réservé aux hommes et y donne le meilleur d'elle-même. « Je suis décidée à réussir dans ce secteur au milieu des hommes et prouver

à tous que les femmes peuvent réussir, même là où les hommes échouent. Je remercie au passage la MINUSMA pour cette opportunité qui va m'aider à atteindre mon objectif », explique-t-elle avec fierté. Fatmata Salka, formatrice au Centre « Tarha » d'Abaradjou, ne cache pas sa joie par rapport à ce précieux soutien. Dans ce centre de formation, une dizaine de femmes apprennent la maroquinerie, et Fatmata s'en réjouit : « en tant que rapatriées, cette formation ne pouvait pas mieux tomber, elle va nous aider à mieux nous installer et à subvenir à nos propres besoins ».

Sur les 80 jeunes à risques qui seront formés et équipés en kits d'installation, 15 jeunes évoluent dans le domaine de la coupe et couture, 10 dans celui de la maroquinerie, 10 en menuiserie bois, 10 autres en menuiserie métallique, 20 en mécanique auto et moto, 10 jeunes en réparation photovoltaïque et pompes immergées, enfin, 5 souhaitent devenir boulanger-pâtisseries.

Pour rappel, les Projets de Réduction de la Violence Communautaire sont mis en œuvre par la MINUSMA à travers sa section RSS-DDR. Dans l'ensemble, les projets visent à contribuer à l'amélioration de la sécurité et au renforcement de la cohésion sociale, à la promotion du dialogue et à la réconciliation entre les différents membres de la communauté, afin de créer un environnement favorable à l'État de droit et au renforcement de la paix pour les processus de cantonnement et du DDR.

# LA MINUSMA RENFORCE LES CAPACITÉS EN TERMES DE COHÉSION SOCIALE DES LEADERS D'OPINION DE GAO



*Des religieux, dignités traditionnelles et leaders d'opinion œuvrant au sein des comités communaux de réconciliation de la région de Gao, participent à une session de renforcement de capacités, afin de mieux faire face au défi de la recherche de la paix.*

Initiée par la section des Affaires civiles de la MINUSMA, l'activité s'inscrit dans le cadre du Mandat de la MINUSMA consistant à appuyer l'Etat et la société civile afin d'asseoir une paix durable au Mali. Celle-ci abordera les thématiques suivantes : la cohésion sociale, la réconciliation et les mécanismes traditionnels de règlement des conflits.

« Aujourd'hui, plus que jamais, le Mali a besoin de vous et de votre leadership pour retrouver la paix et son unité. Vous assistez au quotidien au moindre incident qui se passe dans vos localités, il vous appartient de tout faire pour éviter que cela ne dégénère en conflit et déstabiliser le pays. La MINUSMA compte sur vous, le Mali compte sur vous », a notamment déclaré monsieur Jean-Louis Kesson, officier des Affaires civiles à l'attention des participants.

Les participants, à l'image d'Ibrahim Touré de Gounzourèye et de Mme Waylata Yacouba de Ouattagouna ont d'abord salué le renouvellement du Mandat de la MINUSMA, avant d'exprimer leurs attentes au terme de cette formation.

# PRÉVENTION ET GESTION DES CONFLITS : LES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET ÉLUS LOCAUX DE TAODÉNI OUTILLÉS EN MATIÈRE DE RÉOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS

*La MINUSMA a achevé, le 10 juin dernier un atelier de formation sur les méthodes alternatives de résolution des conflits. Organisé par la Division des Affaires Civiles, cet atelier a pour objectif de permettre aux participants de mieux régler les conflits, pour contribuer à la promotion et à la consolidation de la paix. Ceci, en renforçant leurs capacités en la matière.*

Les participants à cet atelier sont issus de la société civile. On compte également, des membres des autorités intérimaires et des représentants des Chefs de services de l'État pour la région de Taoudéni et basés à Tombouctou. C'est au siège du collège transitoire du cercle d'Achouratt qu'a eu lieu la rencontre, les 9 et 10 juillet derniers. En présence du Président de l'Autorité intérimaire d'Achouratt, une trentaine de personnes, parmi lesquelles des représentants des jeunes, des femmes, des représentants des services de l'état, des notables, des membres des autorités intérimaires, ont pu bénéficier de la formation. Le chef d'équipe des Affaires civiles, accompagné de ses collaborateurs, ont pris part aux échanges. « Tout le monde sait qu'il faut se parler pour aplanir les différends. Aujourd'hui, la multiplication de ce genre de rencontre favorise



le dialogue. Les gens prennent conscience de la nécessité de cultiver la paix pour espérer à un développement durable, » a déclaré Almaimoune Ould Daha, Chef de fraction et membre des autorités intérimaires d'Achouratt.

La résolution 2480 (2019) de la MINUSMA, adoptée le 29 juin dernier par le Conseil de sécurité des Nations Unies autorise la MINUSMA à renforcer les mécanismes de mobilisation et de protection de la population, y compris par des échanges avec les civils, des actions de proximité et des initiatives de réconciliation, de médiation, d'appui au règlement des conflits locaux et intercommunautaires et d'information du public.

Au cours de ces deux jours de travaux, à travers des exposés et des séances plénières, les participants ont échangé activement avec les facilitateurs de la MINUSMA, sur les thématiques suivantes : l'Etat

de droit, l'accès à la justice et la complémentarité constructive entre la justice traditionnelle et la justice formelle, mais aussi sur les méthodes traditionnelles, alternatives de résolution pacifique des conflits ainsi que sur les responsabilités des acteurs locaux dans la consolidation de la paix.

Au terme de la formation, les participants se disent satisfaits de l'approche participative employée par les formateurs, une méthode qui leur a permis de mieux cerner l'importance de leur rôle dans la résolution des conflits. « Nous avons un sentiment de satisfaction par rapport à cette formation. Les différents modules qui ont été présentés ont amélioré notre compréhension du rôle que nous devons jouer, afin de contribuer au retour d'une paix durable dans notre pays, » a souligné Nana Aicha Mint Salaha, l'une des participantes.

# PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DES ENFANTS : LES ACTEURS CHARGÉS DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE OUTILLÉS



*Une trentaine d'acteurs chargés de la protection des enfants dans la région de Tombouctou ont suivi une formation de deux jours sur l'évaluation de l'âge. Organisée par la Direction Régionale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (DRPFEF), en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Enfance (Unicef), cet atelier a bénéficié de l'appui financier de la MINUSMA, à travers son unité de Protection de l'enfant. L'objectif était de renforcer les capacités des participants en matière de protection de l'enfance, à travers des techniques pour déterminer l'âge de ceux qui n'ont pas de papiers. La rencontre s'est déroulée à l'Hôtel Colombe, les 3 et 4 juillet dernier, en présence du Directeur de la (DRPFEF), du Chef de bureau de zone de l'Unicef pour Tombouctou et Taoudéni ainsi que de la représentante du Chef de Bureau de la MINUSMA.*

Le conflit armé du Mali a contribué à la multiplication des cas de violation des droits humains. Les groupes armés ont été mis en cause avec notamment le recrutement des enfants, des abus et violences sexuelles. Dans ce contexte, l'un des problèmes souvent rencontré par les acteurs

chargés de la Protection reste la détermination de l'âge des enfants enrôlés. Cette difficulté est liée au faible taux d'enregistrement des naissances.

Durant deux jours, les participants venus des services techniques de l'Etat, des organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales, de la société civile, des éléments des Forces de Sécurité du Mali dont dix femmes, ont été outillés sur les techniques de protection des enfants en situation d'urgence. Les thèmes portant sur les procédures de l'évaluation de l'âge en vigueur au Mali ; les processus multidisciplinaires et les résultats de l'évaluation de l'âge ainsi que les principes et techniques de communication avec les enfants ont été développés par un facilitateur de la MINUSMA, appuyé par des experts de la (DRPFEF). La résolution 2480 (2019) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur le Mali, demande à la MINUSMA de surveiller les violations du droit international humanitaire et les violations des droits de la personne, notamment toutes les formes de violations sexuelles et fondées sur le genre et



les violations et atteintes commises contre des femmes et des enfants sur tout le territoire du Mali. Concourir aux enquêtes, recueillir des preuves et faire rapport au Conseil de sécurité à ce sujet, publiquement et régulièrement et contribuer aux activités de prévention de ces violations et atteintes.

Cette session de formation a permis de doter la région d'un vivier d'acteurs capables de vérifier l'âge des enfants. « Tous nos agents des services locaux de la (DRPFEF) en charge de la protection de l'enfance des cinq cercles de la région ont acquis des nouvelles connaissances dans ce domaine. Cette initiative contribuera à surmonter les difficultés liées au contrôle de l'âge. J'invite mes collaborateurs à traduire ces connaissances

en réalité sur le terrain pour le seul bonheur des enfants », a déclaré Abdoulaye Ibrahim Cissé, Directeur de la (DRPFEF) Tombouctou.

Les participants estiment que cette formation est un enjeu majeur pour répondre aux besoins de promotion et de protection des droits des enfants. « Nous avons en charge la gestion d'enfants en situation de protection, parmi eux, il y a des enfants séparés, n'ont accompagnés et souvent déplacés, qui n'ont aucune documentation civile, cette situation fait qu'il est très difficile souvent de connaître leur âge. Cette action nous aidera à réussir cela », a souligné Soumana Dembelé, Superviseur Protection de l'enfant à ONG Terre des Hommes Nouvel.

# EN BREF

## 2 JUILLET

Le 26 juin dernier, lors d'une patrouille à l'est de la ville de Tombouctou, entre deux bâtiments, les FAMA ont découvert un engin explosif improvisé de 25 kilos dans la zone d'ATT Bougou et Bella Farandi.

Alerté, une équipe de la MINUSMA s'est rendue sur place. Après la sécurisation du périmètre par les FDSM et la MINUSMA, l'équipe a procédé au déplacement et à la neutralisation de l'engin, dans un lieu sécurisé qui ne représentait aucun danger pour la population, en dehors de la ville.



## 9 JUILLET

### MALI: LA REPRÉSENTANTE SPÉCIALE DE L'ONU POUR LES ENFANTS ET LES CONFLITS ARMÉS ATTENDUE À BAMAKO

Virginia Gamba, Représentante spéciale de l'ONU pour les enfants et les conflits armés, est attendue au Mali à partir du mardi 9 au 13 juillet. C'est sa première visite depuis le début du conflit dans le pays en 2012.

Cette première mission consistera principalement à évaluer l'impact du conflit sur les enfants, à renforcer l'engagement et le plaidoyer en faveur d'une meilleure protection des enfants avec toutes les parties concernées et à saisir les occasions de renforcer la protection des garçons et des filles affectés par le conflit armé.

Au cours de sa visite, la Représentante spéciale participera également au lancement national de sa nouvelle initiative intitulée « Agir pour protéger les enfants affectés par les conflits » et rencontrera des enfants libérés par des groupes armés recevant des services de réintégration, précise un communiqué de l'ONU. Elle effectuera également une mission sur le terrain à l'extérieur de Bamako pour constater le travail des acteurs de la protection de l'enfance.





# COMMUNIQUÉS

**12 JUILLET**

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE - FIN DE LA VISITE CONJOINTE DU GROUPE DES DIRECTEURS RÉGIONAUX DES NATIONS UNIES ET DES PARTENAIRES RÉGIONAUX AU MALI

Bamako-Mali, 12 juillet 2019 - La mission conjointe du groupe de Directeurs Régionaux des Nations Unies pour le développement durable, sous le lead de son président, M. Mabingué Ngom, clôt une visite de quatre jours au Mali (09-12 juillet).

L'objectif était, entre autres, d'engager le Gouvernement malien et le Système des Nations Unies pour trouver ensemble des solutions durables aux défis et enjeux dus à la situation du Mali incluant les problèmes transfrontaliers et humanitaires. Mme Mbaranga Gasarabwe, Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire général, a réitéré l'engagement des Nations Unies à soutenir le Mali : « Nous sommes tous résolus à conjuguer les efforts pour accompagner le Mali dans la consolidation de la paix et le développement ».

Le Système des Nations Unies accompagne l'Etat dans ses efforts de développement en s'alignant sur le nouveau cadre stratégique pour la relance économique et le développement CREED, selon les nouvelles directives u nouveau cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF). Le chef de la délégation M. Mabingue Ngom a indiqué que « Le Mali a le soutien de l'ensemble du Système des Nations Unies. Toute la Communauté internationale est derrière le Mali pour renforcer le développement ».

La délégation a rendu une visite de courtoisie au président de la République le Mardi 09 Juillet. Après avoir félicité IBK pour sa réélection, l'équipe a présenté ses condoléances, à la suite des derniers événements tragiques au centre du Mali. Les questions de partenariat que sont entre autres l'autonomisation des femmes, la lutte contre la violence, la promotion de l'emploi des femmes et des jeunes, le retour de la paix et sa consolidation étaient au cœur du débat. Le président de la République a réitéré son engagement en félicitant le groupe : « c'est une bonne image de voir l'ONU ensemble et de parler d'une même voix », a-t-il évoqué.

La délégation a rencontré la communauté humanitaire du Mali, le G5\_Sahel et les autorités du Liptako-Gourma en vue de renforcer la cohérence de leur action collective et apporter une réponse humanitaire efficace au Mali et dans le Sahel.

L'avant-dernière étape de la mission a consisté en une visite à Mopti, dans le centre du Mali. Suite à la rencontre des autorités locales et de personnes déplacées, la mission a plaidé pour un plan d'urgence de relèvement à court terme, la sécurisation de la région et le retour des personnes déplacées internes. La délégation était accompagnée du Ministre de la Santé, qui estime que : « Mopti c'est le verrou, si Mopti saute nous allons avoir un vrai problème humanitaire au Mali ».

Contacts :

- 1) Francis Neguel | Resident Coordinator's Office | E-mail : francis.neguel@one.un.org | Tel: +22374367715
- 2) Mensah Y. L. Aluka | Regional Coordination Specialist and Head of UNSDG-WCA Secretariat | E-mail: mensah.aluka@undp.org | Tel: +22177 529 5055

## 12 JUILLET

### MALI : LANCEMENT DE LA CAMPAGNE « AGIR POUR PROTÉGER LES ENFANTS AFFECTÉS PAR LES CONFLITS »

Bamako, le 12 juillet 2019 – La Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Virginia Gamba, a lancé aujourd’hui la campagne « Agir pour protéger les enfants affectés par les conflits » à Bamako avec le soutien du Premier ministre du Mali, Boubou Cissé, et de son gouvernement.

Le lancement de cette nouvelle campagne de sensibilisation à la protection de l’enfant s’est déroulé lors d’un événement regroupant des membres des autorités maliennes, des représentants d’organisations non gouvernementales, de la société civile et du corps diplomatique ainsi que des dirigeants des Nations Unies. La campagne « Agir pour protéger les enfants affectés par les conflits » vise à catalyser l’attention et les efforts nécessaires au niveau global pour mettre fin aux six violations graves des droits de l’enfant ainsi qu’à prévenir de futures violations, en renforçant la collaboration, le partenariat et les synergies entre acteurs locaux, régionaux et internationaux.

« Le Mali doit mettre en œuvre des solutions durables qui permettront aux filles et garçon qui ont souffert et souffrent toujours des affres du conflit de retrouver et de profiter pleinement de leur enfance, mais surtout d’avoir accès à de véritable options pour réintégrer la société et se reconstruire avec l’espoir d’un avenir meilleur, » a déclaré Virginia Gamba lors du lancement de la campagne à Bamako.

Au Mali, « Agir pour protéger » permettra de renforcer le plaidoyer pour la protection des enfants, les premières victimes du conflit. La campagne fera également la promotion du travail exemplaire réalisé sur le terrain par une panoplie de partenaires et s’élaborera sur les bases de ce travail en mettant en relief les défis auxquels sont confrontés les garçons et les filles tout en tachant d’identifier les réponses adéquates.

« La campagne lancée aujourd’hui est porteuse d’espoir pour les filles et garçons les plus vulnérables du Mali, mais doit s’accompagner d’actions concrètes pour mettre fin aux violations graves contre les enfants, » on dit les co-présidentes de l’équipe spéciale des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés. « Elle va soutenir les actions en cours de tous les partenaires au niveau de la protection de l’enfance pour mettre fin et prévenir les violations et assurer que chaque enfant, partout au Mali, bénéficie d’une enfance sans violence, » ont-elles ajouté.

La campagne sera également une opportunité pour les autorités maliennes d’amplifier leurs engagements vis-à-vis des enfants, notamment par la mise en œuvre effective d’instruments internationaux comme la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, adoptée par le Mali en février 2018, et l’adoption rapide d’un code de protection de l’enfant révisé.

Le dialogue avec des groupes et mouvements armés visera par ailleurs à obtenir la libération de toutes les filles et de tous les garçons qui ont été recrutés ou utilisés durant le conflit, ainsi que de prévenir et mettre fin aux autres violations graves commises sur les enfants.

Le Mali est au cœur de l’action globale de la Représentante spéciale et du plaidoyer auprès de la communauté internationale. Cette campagne contribuera au plaidoyer pour un accès élargi et durable aux programmes de réintégration afin que tous les enfants relâchés puissent bénéficier d’un soutien approprié et que tous les enfants maliens aient accès à une éducation de qualité.

Lancée à New York le 2 avril 2019, la campagne « Agir pour protéger » se poursuivra jusqu’à la fin 2022.

# JOURNÉE MONDIALE DE L'AIDE HUMANITAIRE

## 19 AOÛT





MINUSMA

Ensemble, réussir la paix

## RETROUVEZ NOUS SUR :



<http://minusma.unmissions.org>



[facebook.com/minusma](https://facebook.com/minusma)



[www.flickr.com/photos/minusma](http://www.flickr.com/photos/minusma)



[twitter.com/UN\\_MINUSMA](https://twitter.com/UN_MINUSMA)



[www.youtube.com/minusma](http://www.youtube.com/minusma)



[https://www.instagram.com/un\\_minusma](https://www.instagram.com/un_minusma)



MIKADO FM

Bamako 106.6 MHz

Gao 94.0 MHz

Kidal 94.0 MHz

Menaka 94.0 MHz

Mopti 91.8 MHz

Tessalit 94.0 MHz

Tombouctou 92.6 MHz

